

Déclaration de la société civile au PMA5

Des engagements à l'action

(Résumé présenté par Chantal Umuhoza lors de la session de clôture du PMA5)

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Des organisations de la société civile (OSC) du monde entier, en particulier des PMA et d'autres pays en développement, se sont réunies lors du Forum de la société civile du Sommet PMA5 et ont exprimé leurs remerciements au gouvernement du Qatar pour l'hospitalité qu'il leur a offerte et à l'OHRLS des Nations unies pour son partenariat avec la société civile dans son organisation.

Les participants ont exploré une série de questions particulièrement préoccupantes pour les PMA et ont exprimé leur volonté de s'engager dans le Programme d'action de Doha et de contribuer à son suivi rigoureux et à sa responsabilisation.

De nombreuses OSC participant au Forum sont enracinées dans les communautés locales et tirent leur force et leur crédibilité de la diversité des intérêts représentés. Bon nombre des contraintes qui pèsent sur la capacité d'un PMA à parvenir à un développement et à une paix durables sont exacerbées par des facteurs externes, et les acteurs de la société civile qui travaillent au niveau national et local sont déterminés à collaborer avec leurs collègues des PMA ainsi qu'avec ceux des régions et du monde entier.

Lors de leurs délibérations, les OSC ont exprimé leur inquiétude face à l'abondance de fausses solutions ou de promesses non tenues pour les PMA. Elles ont appelé au respect des droits de l'homme et des principes fondamentaux pour le développement durable des PMA, au premier rang desquels le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives.

De nombreux écarts subsistent entre les objectifs et les aspirations des PMA et leur mise en œuvre. Le Programme d'action de Doha "note avec préoccupation que les PMA restent marginalisés dans l'économie mondiale et continuent de souffrir d'une pauvreté extrême, d'inégalités et de faiblesses structurelles".

Non seulement la communauté internationale ne parvient pas à réduire cette marginalisation, mais les politiques monétaires et fiscales l'encouragent. Les PMA n'ont que 3,5 % des droits de vote au Fonds monétaire international, alors qu'ils détiennent 24 % des voix à l'Assemblée générale des Nations unies. Les institutions de Bretton Woods et le système financier mondial ont été conçus lorsque la plupart des PMA actuels étaient encore des colonies. De nombreuses OSC soutiennent les appels en faveur d'un nouveau Bretton Woods.

Les règles commerciales multilatérales prévoient certaines exemptions pour les PMA, mais les conditions de leur intégration dans les marchés internationaux restent inéquitable.

En outre, le pouvoir réglementaire des PMA est souvent réduit dans le cadre de l'expansion de l'économie numérique. Les accords commerciaux obligent les PMA à accepter la libre circulation

des données, facilitent l'évasion fiscale des entreprises numériques et le moratoire sur les droits de douane pour les transmissions électroniques perpétue les injustices structurelles.

La pandémie de COVID-19 et la réponse injuste qui lui a été apportée ont encore plus marginalisé la capacité des PMA à protéger leurs résidents et ont mis en évidence l'allocation inéquitable de vaccins et de traitements vitaux.

Et le soutien fait cruellement défaut alors que les PMA doivent s'adapter aux conséquences néfastes de la crise climatique, une crise dont ils ne sont que peu ou pas responsables.

Certaines des solutions durables viendront de l'exploitation des atouts des PMA. Comme l'a entendu le forum des organisations de la société civile : "Les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs, les peuples autochtones et les communautés locales utilisent l'agroécologie pour gérer leurs terres de manière durable, produire des aliments nourrissants qui célèbrent l'héritage culturel, renforcent les marchés et les économies locales et contribuent à résoudre la crise climatique.

Ils ajoutent que : "Les PMA sont confrontés à des défis particuliers en raison du manque de moyens financiers, de biens d'équipement et d'infrastructures. Une grande partie de leur production économique et de leur distribution dépend fortement du travail humain, rémunéré ou non, et s'effectue dans les petites exploitations agricoles, les ménages et les petites et moyennes entreprises.

"Comme dans la plupart des pays du monde, le travail rémunéré et non rémunéré est profondément lié au genre, les femmes et les jeunes filles ayant de grandes responsabilités dans les soins essentiels à la survie de l'humanité. Dans le même temps, la migration a souvent fait partie de la subsistance économique, engageant des familles et des communautés entières. Le changement climatique, la déforestation, la dégradation des sols et de l'eau et la pollution poussent les gens à migrer, même si cela devient plus risqué et plus lourd de menaces et de peur de la violence. En cette période de crises multiples et imbriquées, la pandémie de violence à l'égard des femmes et des filles est plus pernicieuse que jamais".

"La construction d'une "économie qui se soucie réellement des autres" consiste à faire passer les PMA et tous les pays en développement de la voie basse à la voie haute du développement durable. La voie basse est celle créée par des politiques d'austérité forcée, de déréglementation et d'affaiblissement des droits de l'homme. La voie haute est celle qui protège et promeut les droits et le développement humains pour tous afin de catalyser la transformation socio-économique et structurelle nationale. C'est **la voie haute dont les PMA ont besoin, qu'ils veulent et qu'ils méritent**".

Nous vous remercions,

Je soumetts par écrit l'intégralité de la déclaration du Forum de la société civile pour qu'elle soit incluse dans les actes de la conférence.

Déclaration de la société civile au PMA5

Des engagements à l'action

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Des organisations de la société civile (OSC) du monde entier, en particulier des PMA et d'autres pays en développement, se sont réunies lors du Forum de la société civile du Sommet PMA5 et ont remercié le gouvernement du Qatar pour son hospitalité, ainsi que l'OHRLS des Nations unies pour son partenariat avec la société civile dans son organisation.

Les participants ont exploré une série de questions particulièrement préoccupantes pour les PMA et ont exprimé leur volonté de s'engager dans le Programme d'action de Doha et de contribuer à son suivi rigoureux et à sa responsabilisation.

De nombreuses OSC participant au Forum sont enracinées dans les communautés locales et tirent leur force et leur crédibilité de la diversité des intérêts représentés. Bon nombre des contraintes qui pèsent sur la capacité d'un PMA à parvenir à un développement et à une paix durables sont exacerbées par des facteurs externes, et les acteurs de la société civile qui travaillent au niveau national et local sont déterminés à collaborer avec leurs collègues des PMA ainsi qu'avec ceux des régions et du monde entier.

Lors de leurs délibérations, les OSC ont exprimé leur inquiétude face à l'abondance de fausses solutions ou de promesses non tenues pour les PMA. Elles ont appelé au respect des droits humains et des principes fondamentaux pour le développement durable des PMA, au premier rang desquels le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives.

De nombreux écarts subsistent entre les objectifs et les aspirations des PMA et leur mise en œuvre. Le Programme d'action de Doha "note avec préoccupation que les PMA restent marginalisés dans l'économie mondiale et continuent de souffrir d'une pauvreté extrême, d'inégalités et de faiblesses structurelles".

Non seulement la communauté internationale ne parvient pas à réduire cette marginalisation, mais les politiques monétaires et fiscales l'encouragent. Les PMA ne disposent que de 3,5 % des droits de vote au Fonds monétaire international, alors qu'ils détiennent 24 % des voix à l'Assemblée générale des Nations unies. Les institutions de Bretton Woods et le système financier mondial ont été conçus lorsque la plupart des PMA actuels étaient encore des colonies. De nombreuses OSC soutiennent les appels en faveur d'un nouveau Bretton Woods.

Les règles commerciales multilatérales prévoient certaines exemptions pour les PMA, mais les conditions de leur intégration dans les marchés internationaux restent inéquitables .

En outre, le pouvoir réglementaire des PMA est souvent réduit dans le cadre de l'expansion de l'économie numérique. Les accords commerciaux obligent les PMA à accepter la libre circulation

des données, facilitent l'évasion fiscale des entreprises numériques et le moratoire sur les droits de douane pour les transmissions électroniques perpétue les injustices structurelles.

La pandémie de COVID-19 et la réponse injuste qui lui a été apportée ont encore plus marginalisé la capacité des PMA à protéger leurs résidents et ont mis en évidence l'allocation inéquitable de vaccins et de traitements vitaux.

Et le soutien fait cruellement défaut alors que les PMA doivent s'adapter aux conséquences néfastes de la crise climatique, une crise dont ils ne sont que peu ou pas responsables.

Certaines des solutions durables viendront de l'exploitation des atouts des PMA. Comme l'a entendu le forum des organisations de la société civile : "Les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs, les peuples autochtones et les communautés locales utilisent l'agroécologie pour gérer leurs terres de manière durable, produire des aliments nourrissants qui célèbrent l'héritage culturel, renforcent les marchés et les économies locales et contribuent à résoudre la crise climatique.

Ils ajoutent que : "Les PMA sont confrontés à des défis particuliers en raison du manque de moyens financiers, de biens d'équipement et d'infrastructures. Une grande partie de leur production économique et de leur distribution dépend fortement du travail humain, rémunéré ou non, et s'effectue dans les petites exploitations agricoles, les ménages et les petites et moyennes entreprises.

"Comme dans la plupart des pays du monde, le travail rémunéré et non rémunéré est profondément lié au genre, les femmes et les jeunes filles ayant de grandes responsabilités dans les soins essentiels à la survie de l'humanité. Dans le même temps, la migration a souvent fait partie de la subsistance économique, engageant des familles et des communautés entières. Le changement climatique, la déforestation, la dégradation des sols et de l'eau et la pollution poussent les gens à migrer, même si cela devient plus risqué et plus lourd de menaces et de peur de la violence. En cette période de crises multiples et imbriquées, la pandémie de violence à l'égard des femmes et des filles est plus pernicieuse que jamais".

"Construire une "économie qui se préoccupe réellement des autres" consiste à faire passer les PMA et tous les pays en développement de la voie basse à la voie haute du développement durable. La voie basse est celle créée par des politiques d'austérité forcée, de déréglementation et d'affaiblissement des droits humains. La voie haute est celle qui protège et promeut les droits et le développement humains pour tous afin de catalyser la transformation socio-économique et structurelle nationale. C'est **la voie haute dont les PMA ont besoin, qu'ils veulent et qu'ils méritent**".

Architecture financière et réformes politiques

L'architecture financière internationale actuelle ne fonctionne pas pour les PMA. Le récent accord fiscal à deux piliers de l'OCDE, qui attribue la plupart des droits d'imposition aux pays riches, en est un exemple clé. Les OSC estiment que les PMA devraient plutôt construire leur maison sur leurs propres piliers et refuser les conseils politiques biaisés du FMI et de la Banque mondiale, qui les ont entraînés dans le piège de l'endettement.

Afin de soutenir la mobilisation fiscale et de lutter contre la fuite des capitaux, des règles fiscales mondiales équitables sont nécessaires. Les OSC saluent et soutiennent les initiatives des gouvernements des PMA, en particulier ceux d'Afrique, visant à créer une convention fiscale des Nations unies. Cette convention devrait créer un espace où tous les pays auraient un siège à la table des négociations, l'objectif ultime étant de créer des règles fiscales équitables et de garantir la transparence fiscale pour tous les pays.

Le "cadre commun" du G20 a laissé tomber les PMA. Il n'est pas en mesure d'organiser des restructurations de la dette équitables et en temps voulu. Les OSC encouragent la **mise en place d'un cadre juridique multilatéral sous les auspices des Nations unies qui s'attaquerait de manière globale à la dette insoutenable et illégitime, y compris par le biais d'une annulation de la dette à grande échelle** : Les initiatives internationales ad hoc actuelles visant à résoudre le problème de la dette sont insuffisantes et les évaluations de la viabilité de la dette sont inadéquates, car elles ne tiennent pas compte des droits de l'homme, de l'égalité des sexes ou des besoins d'investissement dans le domaine du climat. Les Nations unies, qui ont pour mandat principal de traiter les questions mondiales essentielles et qui ne sont ni débitrices ni créancières, sont le seul espace multilatéral et démocratique inclusif qui possède la légitimité et la compétence nécessaires pour discuter et convenir d'un cadre juridique multilatéral visant à prévenir et à traiter les crises de la dette souveraine ;

Les OSC soutiennent **une Convention fiscale des Nations unies pour s'attaquer de manière globale aux paradis fiscaux, aux abus fiscaux des multinationales et aux autres flux financiers illicites** : Suite à l'approbation par consensus de la proposition du Groupe africain à la Deuxième Commission de l'AGNU en novembre 2022, il est essentiel d'entamer d'urgence des négociations intergouvernementales pour renforcer une coopération fiscale inclusive et efficace au sein des Nations Unies. Si l'on ne remédie pas d'urgence aux défaillances du système fiscal international, les pays du monde entier continueront à perdre des milliards de dollars de recettes publiques. Cela augmentera les niveaux d'endettement déjà insoutenables, aggravera l'inégalité des revenus et des richesses et sapera la capacité des gouvernements à répondre à la crise, tout en diminuant la base des recettes publiques des pays en développement.

Les OSC préconisent de **mettre fin aux mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS)** : Les États membres de l'ONU devraient élaborer un accord multilatéral pour mettre fin de manière coordonnée et permanente aux mécanismes ISDS qui ont permis aux sociétés transnationales de poursuivre les gouvernements devant des tribunaux confidentiels sur toute une série de questions, notamment la dette, la fiscalité et, de plus en plus, l'action en faveur du climat ;

Réglementation des agences de notation de crédit : Les Nations unies devraient prendre l'initiative d'une supervision et d'une réglementation plus poussées des agences de notation de crédit en convoquant une commission intergouvernementale universelle chargée d'examiner les innovations institutionnelles internationales nécessaires, y compris au sein des Nations unies, pour corriger et éviter les effets néfastes des agences de notation de crédit sur la finance internationale ;

Les OSC demandent instamment un examen des **résultats de développement des partenariats public-privé, des financements mixtes et d'autres mécanismes de financement mis en place pour promouvoir une approche de "financement privé d'abord" pour les infrastructures et les**

services publics. La pandémie de COVID-19 a rappelé brutalement l'importance de services publics universels, opportuns, abordables, sexospécifiques, de haute qualité et accessibles, ainsi que d'infrastructures durables. L'inadéquation des modèles de développement qui privilégient le profit privé et la financiarisation pour répondre aux besoins publics, qui vont à l'encontre des droits de l'homme et qui permettent de tirer un profit excessif des urgences humanitaires et des catastrophes, a été pleinement mise en évidence ;

Enfin, les OSC exigent **la mise en œuvre des engagements en matière d'aide publique au développement (APD) afin d'atteindre et de dépasser l'objectif de 0,7 % pour l'APD sous forme de dons inconditionnels.** Alors que les ambitions de l'Agenda 2030 s'éloignent, il est essentiel de s'assurer que les engagements de longue date en matière de fourniture d'aide internationale au développement, notamment en garantissant la qualité et l'efficacité, se concrétisent et d'obtenir des engagements pour rattraper plus de 50 ans d'engagements non tenus, en plus des futurs objectifs en matière de flux d'APD.

Systemes alimentaires et agroécologie

Les PMA disposent d'énormes ressources naturelles. Contrairement à l'agriculture industrialisée de haute technologie qui dépend d'intrants importés et de combustibles fossiles pour construire des systèmes de production en monoculture, l'agroécologie offre une approche scientifique, holistique et locale de la transformation structurelle des systèmes agricoles et alimentaires décrite dans le Programme d'action de Doha pour les PMA.

C'est le principal message qui ressort d'un panel qui a discuté des défis auxquels est confrontée l'agriculture des PMA, des promesses de l'agroécologie et de l'importance d'investir dans les pratiques agroécologiques pour renforcer la souveraineté alimentaire. Quatre groupes de travail ont discuté de l'autonomisation des femmes, des systèmes de semences paysannes, des expériences nationales en matière d'agroécologie et des chocs internationaux qui compromettent la résilience des systèmes alimentaires.

Les OSC réunies ont salué l'engagement du Programme d'action de Doha à passer du potentiel à la prospérité en investissant dans les personnes. Elles souhaitent que cet investissement public comprenne le soutien à la capacité des communautés rurales à mettre fin à la faim, à la malnutrition et à la pauvreté. Alors que la plupart des gouvernements et le secteur privé se concentrent sur les lacunes que les PMA doivent combler d'une manière ou d'une autre, les OSC qui promeuvent l'agroécologie considèrent que les PMA possèdent des richesses qu'il faut cultiver, notamment en matière de connaissances et de ressources naturelles. Le panel a souligné l'importance de protéger cette richesse et de promouvoir des communautés résilientes de petits agriculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs, de groupes de consommateurs, de marchés territoriaux et de petites et moyennes entreprises liées à l'agroalimentaire.

Les orateurs ont remis en question l'idée selon laquelle les PMA sont "laissés pour compte" par l'économie mondiale. En fait, ils sont beaucoup plus intégrés dans les marchés mondiaux que n'importe quel autre groupe de pays, mais dans des conditions profondément inégales. Ces

conditions reflètent des schémas d'exploitation coloniale qui remontent à des centaines d'années, mais aussi des systèmes d'exploitation nouveaux et actualisés, notamment des règles profondément injustes concernant le service de la dette publique et privée et des niveaux très élevés de concentration des entreprises dans le commerce mondial des produits de base. Les règles financières mondiales enferment les PMA dans un cercle vicieux : ils doivent trouver des devises pour payer les importations de denrées alimentaires, d'engrais et d'autres intrants agricoles, ce qui pousse toujours plus de terres à la production de cultures de rapport destinées à l'exportation, au détriment d'écosystèmes résistants et riches en biodiversité. Ce cycle détourne les ressources des divers systèmes locaux de production et de distribution alimentaires, des investissements publics dans les programmes sociaux, y compris l'éducation et la santé, des outils de soutien à l'adaptation au changement climatique et des outils de réduction des risques et de la vulnérabilité aux chocs des marchés internationaux.

Il existe des preuves irréfutables que, grâce à des techniques telles que l'agroforesterie, les engrais verts, le vermi-compostage, les cultures de couverture, le travail minimum du sol et d'autres techniques de régénération, l'agroécologie améliore la teneur en carbone des sols, augmente considérablement la capacité de rétention d'eau du sol et la résistance à la sécheresse, et tempère l'effet des températures élevées. Les techniques de cultures intercalaires réduisent les dégâts causés par les insectes. L'augmentation de la production, de la transformation et de la consommation d'aliments diversifiés produits localement favorise les régimes alimentaires nutritifs, inverse l'érosion des cultures alimentaires et garantit le droit à l'alimentation. Cela renforce le système immunitaire des populations contre les maladies infectieuses, notamment le COVID-19, et permet de remédier aux carences en micronutriments. En outre, la réduction de la dépendance à l'égard des intrants externes réduit les coûts des agriculteurs et est meilleure pour la santé des sols à long terme que la dépendance à l'égard des engrais synthétiques. Les programmes de marchés publics sont un autre outil important pour créer des marchés pour les petits exploitants qui pratiquent l'agroécologie tout en soutenant les initiatives d'alimentation scolaire et de nutrition.

Les participants des OSC ont exprimé leur inquiétude quant à l'augmentation significative proposée des terres africaines consacrées à l'agriculture industrielle. Partout où des acquisitions de terres à grande échelle ont lieu, la société civile est témoin de l'absence de consentement des communautés, de l'absence de compensation, de l'expulsion forcée des populations autochtones, de la perte d'accès des femmes aux terres productives et aux autres ressources naturelles, de la déforestation, de la perte de biodiversité et de la dégradation des terres, qui entraînent toutes la famine, la faim et l'aggravation de la malnutrition.

Les OSC ont dénoncé les partenariats public-privé de type descendant en tant qu'approche du développement agricole et l'imposition de cultures génétiquement modifiées dans les PMA et dans l'ensemble du Sud. Elles ont déploré l'incapacité de nombreux chefs de gouvernement à dépasser l'idée coloniale selon laquelle l'agriculture des PMA ne peut être modernisée qu'en adoptant les pratiques de l'hémisphère nord. Les PMA disposent de leurs propres ressources et savoir-faire pour produire et distribuer des aliments sains en utilisant des intrants efficaces, peu coûteux et exempts de produits chimiques, en régénérant les sols de manière durable et en favorisant le contrôle par les agriculteurs des systèmes de semences localisés.

"Cette conférence propage l'idée que les agriculteurs africains ne produisent pas assez de nourriture parce qu'ils n'utilisent pas assez d'engrais chimiques", a déclaré Million Belay, coordinateur général de l'AFSA. "L'implication est que ce n'est qu'en inondant nos fermes de

produits agrochimiques que nous produirons plus de nourriture. En fin de compte, cela signifie polluer les sols, mettre en danger la santé des agriculteurs et des consommateurs, priver les gens de leur droit à une alimentation saine, culturellement appropriée et nutritive, et accroître la vulnérabilité au changement climatique. Elle ignore également les nombreuses façons dont les agriculteurs et les chercheurs novateurs ont mis au point des amendements pour les sols qui sont sans danger pour l'environnement et pour les personnes travaillant dans le secteur agricole".

Les OSC ont appelé les gouvernements des PMA et les donateurs à réorienter les financements au détriment des approches de "révolution verte" qui ont échoué et des fausses solutions, telles que les marchés du carbone et les compensations de biodiversité pour l'agriculture, et à soutenir plutôt les transitions agroécologiques pour assurer la souveraineté alimentaire grâce à des alternatives éprouvées qui réduisent la nécessité d'importer des produits agrochimiques coûteux à base de combustibles fossiles, afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (Agenda 2030 de l'ONU) des PMA. En combinant les savoirs autochtones, les innovations conduites par les agriculteurs et fondées sur la science, notre connaissance des processus naturels des écosystèmes et les infrastructures qui soutiennent les marchés territoriaux, les systèmes alimentaires agroécologiques sont le meilleur moyen de renforcer la capacité d'adaptation et de réduire les dommages climatiques, tout en garantissant la sécurité alimentaire et nutritionnelle de nos communautés.

Les OSC ont appelé les gouvernements à s'engager avec elles et à intégrer la voix des agriculteurs dans les politiques agricoles afin de renforcer les pratiques agroécologiques dans les pays les moins avancés.

Informalité, soins et migration

Les défis posés par le travail informel, les soins non rémunérés ou mal rémunérés et les violations des droits de l'homme des travailleurs migrants nécessitent des actions visant à promouvoir une transformation structurelle progressive de la part des institutions multilatérales, des gouvernements, des entreprises privées et de la société dans son ensemble. Ces actions sont pertinentes et essentielles, par exemple, pour les travailleuses du secteur de la pêche dans le Pacifique, les travailleurs de la santé communautaire en première ligne de la pandémie mondiale ou les travailleurs domestiques migrants.

Les PMA sont confrontés à des défis particuliers en raison du manque de moyens financiers, de biens d'équipement et d'infrastructures. Une grande partie de leur production économique et de leur distribution dépend fortement du travail humain, rémunéré ou non, et se déroule dans les petites exploitations agricoles, les ménages et les petites et moyennes entreprises. Comme dans la plupart des pays du monde, le travail rémunéré et non rémunéré est profondément lié au genre, les femmes et les jeunes filles ayant de grandes responsabilités dans les soins essentiels à la survie de l'humanité. Dans le même temps, la migration a souvent fait partie de la subsistance économique, engageant des familles et des communautés entières. Mais les défis croissants du changement climatique, de la déforestation, de la dégradation des sols et de l'eau et de la pollution signifient que la migration pour l'emploi est devenue de plus en plus essentielle pour un nombre croissant de personnes, alors même qu'elle devient plus risquée et plus lourde de menaces et de craintes de violence.

De nombreux participants ont fait part de leurs préoccupations dans de nombreux pays concernant le manque de sécurité pour les communautés dans de vastes zones, ce qui entraîne la migration des personnes à la recherche de sécurité. Cette situation a des répercussions non seulement sur la vie et le bien-être des personnes contraintes de fuir, mais aussi sur les communautés où les migrants cherchent refuge.

En cette période de crises multiples et imbriquées, les moteurs structurels de la pandémie de violence, en particulier à l'encontre des femmes et des filles, sont plus pernicioseux que jamais.

Les besoins en matière de protection sociale sont donc importants, mais les PMA ont des défis considérables à relever pour y répondre. Les besoins en matière de salaires équitables et non discriminatoires, de sécurité sur le lieu de travail et de réglementation efficace, de pensions et de protection contre l'invalidité, la vieillesse et la maladie, de reconnaissance et de compensation équitable du travail de soins en tant que bien public, et le besoin de transports et d'autres infrastructures abordables et adaptés aux personnes, de financement et de marchés sont confrontés aux dures réalités des pratiques commerciales et des systèmes fiscaux mondiaux injustes, de la "dette odieuse" et des politiques d'austérité qui réduisent une marge de manœuvre budgétaire déjà limitée. Les espoirs et les aspirations des jeunes en matière d'éducation de qualité, d'emploi et d'opportunités sont particulièrement vulnérables à ces dures réalités.

Cette séance plénière s'est penchée sur ces réalités et a mis en lumière ce qui peut être fait grâce à des politiques, des financements, des lois et des institutions plus équitables. Il incombe aux États PMA, aux États développés, aux IFI, aux organisations donatrices et aux entreprises de s'attaquer au problème de l'inégalité de la charge de travail liée aux soins. Ces défis doivent être relevés à plusieurs niveaux :

- * L'obligation de rendre compte des engagements pris en matière de droits de l'homme peut être efficacement renforcée par les travaux des organes de suivi des traités, de l'EPU et des procédures spéciales.

- * Les accords commerciaux peuvent être soit nuisibles, soit bénéfiques pour les droits des travailleurs. Ils devraient catalyser des changements positifs pour les travailleurs informels et les travailleurs sociaux en soutenant des salaires équitables, des conditions de travail décentes et un environnement propice à la création d'emplois par les PME.

- * La migration intra et interrégionale des travailleurs peut être une stratégie gagnante tant pour les pays d'origine que pour les pays d'accueil, à condition que les travailleurs concernés bénéficient d'une protection juridique, de conditions de travail décentes, y compris d'une protection sociale adéquate, qu'ils soient à l'abri de la violence et qu'ils jouissent des droits à la santé et à l'éducation.

- * Les gouvernements doivent investir à long terme dans l'intégration des réfugiés, au-delà de la survie quotidienne, dans la protection sociale et le travail décent.

- * Les politiques à l'égard du secteur privé devraient passer de la promotion de la responsabilité sociale des entreprises en tant qu'œuvre de charité à la responsabilité sociale des entreprises par le biais de réformes réglementaires juridiquement contraignantes, par exemple le travail contractuel avec congé parental, l'octroi d'un salaire de subsistance, le paiement de la sécurité sociale, les structures d'accueil.

* Le travail de soins non rémunéré, principalement effectué par les femmes et les jeunes filles, doit être réduit et redistribué par les gouvernements, et reconnu dans les constitutions et les lois.

* Une infrastructure efficace pour les services de soins peut être mise en place grâce à des réseaux qui relient et coordonnent les différents services de soins, et qui relient les services de soins au reste de l'économie.

Construire une "économie qui se préoccupe réellement" est une question de protection/promotion des droits de l'homme pour tous les travailleurs, en particulier pour les femmes et les filles, ainsi que de faire passer les PMA et les PRFM en général de la voie basse à la voie haute en matière de développement. La voie basse est celle créée par les politiques d'austérité forcée, la déréglementation et la désintégration des droits de l'homme des travailleurs. C'est une voie dans laquelle trop de pays sont actuellement embourbés. La voie haute est celle qui protège et promeut les droits de l'homme et le développement humain pour tous, et qui crée ainsi une main-d'œuvre de qualité capable de catalyser la transformation socio-économique et structurelle nationale. C'est la voie royale dont les PMA ont besoin, qu'ils veulent et qu'ils méritent.

Santé planétaire et santé des populations

Les populations du monde entier sont confrontées à une "polycrise" sans précédent, c'est-à-dire à des crises multiples. C'est particulièrement vrai pour les citoyens des PMA, dont les pays ne disposent pas des outils et des ressources nécessaires pour les protéger, contrairement à ceux des pays riches.

Le forum CS a noté que les personnes les plus touchées par les crises, qu'il s'agisse du climat, des inégalités et de la pauvreté, d'une pandémie sanitaire, de l'effondrement des écosystèmes et du dépassement des limites planétaires, ou des injustices en matière d'environnement et de droits de l'homme liées à l'extraction des ressources matérielles, sont celles qui portent le moins de responsabilité dans la survenue de ces crises et qui ont le moins de capacité à façonner les solutions et les réponses à apporter à ces crises.

La responsabilité de ces crises a été principalement alimentée par une consommation non durable et des logiques extractivistes qui profitent aux pays du Nord, qui maintiennent et étayent leurs systèmes économiques, sociaux et politiques dominants aux dépens des autres.

Les orateurs ont noté que malgré les divers objectifs fixés par différentes instances de l'ONU - y compris les ODD - il y a eu non seulement un échec à atteindre ces objectifs les plus fondamentaux, mais que sans un ensemble d'actions concertées et déterminées qui s'attaquent aux raisons structurelles pour lesquelles ces droits fondamentaux sont refusés à la fois aux citoyens des PMA et à beaucoup d'autres dans le Sud mondial, alors le Programme de Doha continuera à ne pas donner de résultats.

La première étape pour y parvenir est le principe de la responsabilité commune mais différenciée (CBDR), qui est la pierre angulaire de la déclaration de Rio de 1992 et des conventions ultérieures sur le climat, la biodiversité et l'Agenda 21, et qui devrait façonner toutes les politiques en matière de développement durable.

Le Forum de la société civile a rappelé que l'objectif de "ne laisser personne de côté" ne peut être atteint que si la communauté internationale veille à ce que toutes ses politiques soient alignées sur l'objectif selon lequel "chacun a le droit de vivre dans la dignité et en harmonie avec la planète".

Pour ce faire, les pays les plus riches doivent reconnaître leur responsabilité juridique, morale et politique de prendre leur juste part d'action sur la base du principe fondamental de la CBDR pour lutter contre la crise climatique. Les participants ont constaté avec inquiétude qu'au lieu de s'engager à atteindre de véritables objectifs de zéro émission d'ici 2030, les pays les plus riches continuent de chercher à coloniser le budget carbone restant pour 1,5 °C et misent sur des technologies risquées et non éprouvées telles que le "net-zéro" et les "compensations", qui permettent aux pays les plus riches de continuer à polluer. Toutes les instances internationales doivent également respecter le moratoire sur la géo-ingénierie convenu dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la biodiversité.

Il a été noté que le rapport AR6 du GIEC a clairement établi qu'une grande partie des vulnérabilités auxquelles sont confrontés les plus pauvres à mesure que les impacts climatiques s'aggravent sont dues à des inégalités structurelles entre les plus riches du monde et les plus pauvres. Les modèles de néocolonialisme sont à l'origine de cette vulnérabilité et sans action sur le commerce, la fiscalité, la dette dans le cadre d'un programme de réforme plus large de l'architecture financière mondiale, ces vulnérabilités ne seront pas traitées.

Les participants ont soutenu l'appel du GIEC selon lequel un pacte mondial sur la pauvreté et le climat doit aller de pair, reconnaissant que les priorités des pays les moins avancés restent la lutte contre la pauvreté, l'adaptation et les pertes et dommages. Le droit à un environnement propre et sain ne peut être réalisé que lorsque les droits sociaux et économiques, tels que le droit à un salaire décent, à la protection sociale et à des services publics universels, sont respectés.

Le Forum de la société civile s'est alarmé du fait que les pays les moins avancés et les pays du Sud en général, qui sont riches en ressources naturelles et en biodiversité, se voient refuser les bénéfices de ces ressources. Les propositions relatives à la conservation et à la financiarisation de la nature ne respectent pas les droits des communautés locales, y compris des peuples autochtones, à contrôler leurs propres territoires et ne parviendront pas à préserver la planète. Les politiques telles que les droits fonciers doivent être la pierre angulaire des plans visant à protéger la santé de notre planète.

Toutefois, le Forum a noté qu'en raison de politiques historiques et actuelles, de nombreux PMA n'ont guère d'autre choix que d'accepter d'exploiter leurs ressources naturelles. Les bénéfices de ces ressources naturelles continuent à profiter principalement aux multinationales et aux chaînes d'approvisionnement du Nord. Ce modèle d'échange de matières premières n'apporte que peu de valeur ajoutée aux PMA et les empêche activement de diversifier leurs économies et d'investir dans les économies durables de demain. La souveraineté économique est essentielle pour garantir que les PMA disposent de la marge de manœuvre et des outils nécessaires pour répondre aux priorités de leurs citoyens.

Les participants ont soutenu les tentatives des gouvernements du Sud pour renforcer la coopération et l'intégration économiques et politiques régionales, en tant que mesure pratique pour améliorer la durabilité de l'économie régionale. Le point de départ est l'inégalité des relations entre le Nord et le Sud, les dommages causés par les programmes d'ajustement structurel qui leur ont été imposés.

Pour réaliser le Programme de Doha pour le développement, il est essentiel de réorienter les économies de ces pays, en les détournant des exportations de produits de base vers le Nord, afin de répondre aux besoins de leurs citoyens. De telles approches ne sont viables que grâce au contrôle économique, à la transparence, à la responsabilité et à l'importance des interventions réglementaires dans leurs économies afin de construire leur propre capacité de production, exactement comme l'ont fait les pays les plus riches. La priorité doit être de placer leurs

ressources, telles que les minéraux et les métaux, sous contrôle public, afin de s'assurer que l'utilisation de ces ressources est à la fois durable et qu'elle peut renforcer les capacités de production de leurs économies.

La pandémie de Covid et la réponse des pays les plus riches ont une fois de plus illustré l'incapacité de la communauté internationale à agir dans un esprit de solidarité et de coopération. Elle a une fois de plus démontré l'importance cruciale des systèmes de santé universels, en notant que pour de nombreux PMA, le piège de la dette les oblige à dépenser plus pour servir une dette illégitime que pour leurs systèmes de santé. Le forum de la société civile a rappelé à la communauté internationale que la réponse apportée aux précédentes pandémies sanitaires, telles que le SIDA/VIH, a démontré la nécessité de disposer d'agents de santé communautaires bien financés et dotés de ressources suffisantes pour mener à bien les interventions de santé publique. Ces travailleurs, principalement des femmes, ont été en première ligne de la protection de la santé des populations mais sont souvent les moins bien payés, exploités, confrontés à l'informalité et à la précarité.

Le Forum a noté que les nouveaux virus et les pandémies sanitaires deviennent une nouvelle réalité à mesure que la crise du climat et de la biodiversité s'aggrave. Les PMA, comme d'autres pays du Sud, doivent non seulement avoir le droit de bénéficier de dérogations automatiques aux ADPIC, mais aussi disposer des ressources nécessaires pour développer leur propre capacité à produire des médicaments et des vaccins. Investir dans des bases de production régionales dont les mandats sont déterminés par le contrôle démocratique et la gouvernance est essentiel pour garantir la résilience future.

De vives inquiétudes ont été exprimées quant à la promotion de modèles ratés de soins de santé privatisés, de régimes d'assurance et d'approches d'acteurs mondiaux non responsables, qui profiteront à ceux qui cherchent à tirer profit de la santé en donnant la priorité à la création de marchés. Le droit à la santé ne se résume pas à l'accès à la santé, mais à la capacité de réaliser ce droit - le point de départ doit donc être les systèmes de santé publique.

Sans les interventions réglementaires nécessaires de l'État, les citoyens et les gouvernements ne disposeront pas des outils politiques ou de l'espace économique requis pour apporter les solutions nécessaires. Les participants ont insisté pour que le changement de paradigme nécessaire reconnaisse également que traiter ces questions de manière isolée est au mieux un luxe et une approche vouée à l'échec. Le Forum CS a appelé à un changement profond et à un recentrage de la sphère publique et de l'intérêt public, ainsi qu'à une reconstruction de l'internationalisme, de la solidarité et de la coopération.

Alors que les économies du Nord discutent des plans de transition de leurs économies, ces plans se concentrent uniquement sur les intrants matériels et ne parviennent pas à garantir que la transition est à la fois juste et ne laisse personne de côté. Le Forum salue les différentes approches développées dans le Sud qui reconnaissent les connaissances des peuples dans le cadre du Post Extractive Futures et du Pacte écosocial en Amérique latine, du New Deal vert féministe en Afrique, des cadres de transition juste en Asie dans le cadre d'un "New Deal vert mondial" dirigé par les peuples, en centrant les demandes sur la justice climatique dans une optique de partage équitable, en s'attaquant aux inégalités, en respectant les limites planétaires et en reconnaissant que la lutte contre les systèmes économiques injustes actuels nécessite des transferts de financements et de technologies fondés sur des subventions. Il ne s'agit pas de faire la charité, mais de s'inscrire dans un cadre plus large de réparations qui vise à réparer les dommages causés par les politiques défaillantes imposées par le Nord mondial et à s'engager à ne plus causer de dommages.

Engagement des OSC

1. le fondement de toutes les politiques, y compris la réalisation du PAD, est la CBDR et les principes d'équité et de justice.
2. un cadre cohérent et interconnecté pour la mise en œuvre du Programme d'action de Doha, qui aligne toutes les autres institutions et politiques multilatérales sur l'objectif selon lequel chacun a le droit de vivre dans la dignité et en harmonie avec la planète.
3. la lutte contre les inégalités et la pauvreté est essentielle pour faire face à la crise du climat et des écosystèmes, et les services publics universels sont au cœur de cette lutte.
4. un changement de paradigme afin d'assurer une transition juste et inclusive pour tous, y compris des transferts financiers et technologiques des pays du Nord vers les pays les plus pauvres.
5. le principe de souveraineté est essentiel pour garantir le droit au développement et la réalisation des droits, y compris la souveraineté sur les ressources, ainsi que l'espace politique et économique et les outils de diversification des économies.

Transformation numérique

La révolution numérique se trouve à un point d'inflexion, où les processus techno-libertaires dirigés par les entreprises peuvent conduire à des résultats indésirables. Il existe un déficit démocratique dans la gouvernance mondiale des données, l'intelligence artificielle (IA) et les technologies de plateforme peuvent perpétuer un paradigme économique néocolonial basé sur le contrôle des ressources de données des populations des pays en développement.

La fracture numérique représente et renforce la fracture du développement - entre les pays développés et les pays en développement, entre les zones rurales et les zones urbaines, entre les hommes et les femmes, empêchant la majorité de la population mondiale de participer activement au développement technologique et d'en bénéficier.

L'appel à une transition numérique doit reconnaître l'échec de l'ordre numérique actuel qui aggrave les inégalités.

La gestion algorithmique est à l'origine des violations des droits du travail dans les chaînes de valeur numériques

Les systèmes d'aide sociale automatisés, souvent gérés par des PPP, ont technicisé les relations entre l'État et les citoyens, délégitimant les voix et les revendications de ces derniers.

L'instrumentalisation des médias sociaux à des fins de polarisation politique et de guerre de propagande dans les pays les plus pauvres par des nations puissantes et des sociétés d'analyse numérique a détruit le tissu de la démocratie locale.

La collecte incessante de données et le profilage contraire à l'éthique par des entreprises de données transfrontalières reflètent de nouvelles incursions dans les droits de l'homme dans l'ordre numérique.

Le pouvoir réglementaire des PMA est souvent réduit dans l'économie numérique. Les accords commerciaux qui obligent les PMA à accepter la libre circulation des données, l'évasion fiscale des entreprises numériques et le moratoire sur les droits de douane pour les transmissions électroniques perpétuent les injustices structurelles de l'ordre numérique.

L'appel à une transition numérique devrait reconnaître que le paradigme techno-social actuel n'a pas respecté les principes fondamentaux de l'équité et que les PMA sont laissés pour compte [1].

Plus de la moitié de la population des PMA n'ont toujours pas accès à l'électricité. Le caractère abordable et l'accessibilité des appareils n'ont aucun sens sans une innovation contextuelle qui catalyse des cycles vertueux de productivité et de bien-être locaux, d'une part, et de diffusion et d'utilisation des technologies, d'autre part ; en d'autres termes, une économie de plateforme générative, décentralisée et contrôlée localement qui supprime le modèle dominant fondé sur l'enfermement des données et de l'intelligence basée sur les données.

La transformation structurelle dépend des capacités humaines et techno-institutionnelles. L'infrastructure numérique n'acquiert une importance stratégique que si elle est liée à un cadre de politique économique qui met l'accent sur le rôle de l'infrastructure dans l'habilitation et le soutien des capacités humaines qui renforcent la capacité d'adaptation et améliorent le bien-être de l'homme. Les capacités techno-institutionnelles et humaines sont les deux faces de la médaille du développement.

Aujourd'hui, une poignée de plateformes d'entreprises dotées de l'infrastructure essentielle d'interconnexion transforment les activités sociales, économiques et politiques. Pour contrer la déqualification systémique, l'effacement des connaissances contextuelles et la marginalisation de la formation de capital local dans le mode de fonctionnement des plateformes technologiques, il est nécessaire d'accroître les investissements.

Pour combler le fossé technologique sans laisser personne de côté, il faut reconnaître, promouvoir et favoriser les technologies, les capacités, les innovations et les systèmes de connaissances locaux des communautés locales et autochtones dans les PMA.

Financement public pour la construction d'un écosystème d'infrastructures numériques publiques - augmentation des investissements dans le capital humain et le capital de connaissances, les infrastructures numériques publiques qui sous-tendent les secteurs économiques et sociaux essentiels, et les cultures de recherche et de développement qui propulsent les écosystèmes d'innovation numérique publique de sorte que la valeur générée par les technologies de données et d'IA d'avant-garde soit réinjectée dans l'économie locale.

Pour contrer l'exploitation, le monopole et l'extraction de données des plateformes existantes - qui mènent à une *"course vers le bas"* pour les travailleurs - les infrastructures de plateformes publiques qui promeuvent les entreprises collectivistes et coopératives sont essentielles. De telles infrastructures peuvent galvaniser la production durable et la redistribution équitable dans l'économie locale.

Au niveau international, il faut un cadre de gouvernance efficace pour responsabiliser les entreprises numériques transnationales. Cela nécessite une réforme des régimes fiscaux, commerciaux et de propriété intellectuelle au niveau mondial, ainsi qu'une application efficace des

obligations des entreprises en matière de droits de l'homme. Un ordre international des données fondé sur l'égalité souveraine de tous les pays et de tous les peuples pour la réalisation des droits de l'homme à l'ère numérique est nécessaire, y compris un nouveau régime de droits du travail qui accorde une protection spécifique aux travailleurs de l'économie numérique.

Engagement de suivi

La société civile a démontré son engagement à travailler avec le système multilatéral pour relever les défis fondamentaux auxquels nous sommes tous confrontés, en particulier les citoyens et les résidents des PMA. Elle est aujourd'hui plus dynamique qu'elle ne l'a jamais été, avec la présence à cette conférence de représentants de la société civile de la plupart des PMA, ainsi que d'autres pays en développement et de pays partenaires.

De nombreuses organisations de la société civile participant au Forum sont enracinées dans les communautés locales et tirent leur force et leur crédibilité de la diversité des intérêts représentés. Étant donné qu'un grand nombre des contraintes majeures qui pèsent sur la capacité d'un PMA à parvenir à un développement durable sont définies par des facteurs externes, les acteurs de la société civile qui travaillent au niveau national reconnaissent la nécessité de collaborer avec des acteurs d'autres pays, qu'ils soient ou non des PMA. Les représentants de la société civile présents à LDC5 ont exprimé leur engagement à travailler ensemble à cette fin.

Le Programme d'action de Doha fournit un cadre permanent autour duquel travailler ensemble pour parvenir à un développement socialement juste, équitable et durable dans chacun des PMA. Cela nécessitera une action collective et un engagement constructif avec tous les acteurs concernés. À cette fin, de nombreux participants ont proposé une approche au niveau national qui identifie des objectifs provisoires liés aux six engagements fondamentaux définis dans le Programme de Doha pour le développement et les utilise comme base pour des évaluations régulières des progrès réalisés.

Nous vous remercions.

[1] Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. (2022, 16 février). Se remettre de COVID-19 dans une économie de plus en plus numérique : Implications pour le développement durable - Note du Secrétariat de la CNUCED. Nations Unies. Consulté le 10 février 2023 à l'adresse suivante

https://unctad.org/system/files/official-document/tdb_ed5d2_en.pdf